

# La planification secrète de la colonisation de l'Irak

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

par Thierry Meyssan

La décision d'envahir l'Irak n'a pas été prise pour désarmer le pays après l'« échec » des inspecteurs de l'ONU, en mars 2003, mais cinq ans plus tôt. Déjà, sous la présidence Clinton, la famille Bush mettait en place une pseudo-opposition en exil et obtenait le soutien du Congrès. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, George W. Bush donnait instruction au Pentagone de préparer la guerre. Des accords de coopération étaient conclus pour le transport des troupes et des exercices militaires étaient entrepris. Pendant ce temps, on croyait à l'ONU pouvoir dénouer la crise...

---

**9 mars 2004**

**Thème : Contrôle du « Grand Moyen-Orient ». Occupation de l'Irak**

Dans les années 90, alors que le président Clinton et les partisans d'un Empire économique avaient choisi une politique d'endiguement (« containment ») de l'Irak, la famille Bush et les partisans d'un Empire militaire préconisaient au contraire de renverser le régime de Saddam Hussein. Ils poursuivaient trois objectifs :

Le contrôle de l'accès aux ressources pétrolières de manière à détenir un moyen de pression sur les consommateurs européens (doctrine Kissinger) ;

Contraindre les Européens à renoncer à une politique étrangère indépendante en les impliquant dans un conflit qu'ils ne maîtrisent pas (doctrine Wolfowitz) ;

Remodeler le Proche-Orient en démantelant l'Irak comme on le fit avec la Yougoslavie, en y transférant les Palestiniens et en en privatisant les biens publics (doctrine Perle).

## **1998 : les ambitions du PNAC pour l'Irak**

Les partisans de l'offensive se rassemblèrent au sein du Projet pour un nouveau siècle américain (Project for a New American Century - PNAC), un think tank qui servit ultérieurement à élaborer le programme électoral de George W. Bush à l'attention des donateurs de sa campagne. Leur campagne débuta par une lettre ouverte au président Clinton, le 26 janvier 1998<sup>1</sup>. Le PNAC s'y interroge sur la possible relance du programme irakien d'armes de destruction massive. Il décrit comme inefficaces les procédures d'inspection de l'ONU et préconise en conséquence de ne pas chercher à les réactiver, mais de prendre des initiatives militaires sans attendre une impossible unanimité du Conseil de sécurité des Nations unies. Le texte est signé par dix-huit personnalités, dont Elliott Abrams, Richard L. Armitage, John Bolton, Francis Fukuyama, Robert Kagan, Zalmay Khalilzad, William Kristol, Richard Perle, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et James Woolsey.

Ces pressions convainquirent d'autant moins Bill Clinton que, le 23 février, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, signe un accord avec l'Irak pour planifier de nouvelles inspections. Prenant acte de la bonne volonté irakienne, la Maison-Blanche ordonne un retrait partiel des forces états-uniennes dans la région.

Le PNAC réagit vivement. Il adresse une lettre au président républicain de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, et au président du groupe républicain au Sénat, Trent Lott, le 29 mai 1998<sup>2</sup>. L'association qualifie la politique de Bill Clinton de « *capitulation devant Saddam Hussein* » qui porte « *un coup incalculable au leadership et à la crédibilité américaines* ». Elle propose de délégitimer le dictateur en

---

<sup>1</sup> Cf. Open Letter to President Clinton, PNAC, 26 janvier 1998.

<sup>2</sup> Cf. Open Letter to Newt Gingrich and Trent Lott, PNAC, 29 mai 1998.

l'inculpant pour crimes de guerre, d'œuvrer à son renversement en reconnaissant dès à présent un gouvernement provisoire irakien, et de se préparer à l'usage de la force dans la région.

Ces excès de langage seraient sans lendemain si, le 5 août 1998, l'Irak ne cessait sa coopération avec les inspecteurs de l'ONU. Le président Clinton adresse alors une mise en demeure à Saddam Hussein. Le PNAC en profite pour intensifier son lobbying au Congrès. Lors d'une audition sénatoriale, l'opposant irakien en exil, Ahmed Chalabi, réussit à convaincre les parlementaires que Saddam Hussein peut être renversé par son opposition, sans que les GI's aient à intervenir. Il déclare : « *Donnez au Congrès national irakien (Iraqi National Congress - INC) une base protégée des tanks de Saddam, donnez-nous le soutien temporaire dont nous avons besoin pour nourrir, abriter et soigner la population libérée, et nous vous donnerons un Irak libre, un Irak sans armes de destruction massive, et un Irak de libre-marché. Que demander de mieux : l'INC fera tout cela gratuitement* »<sup>3</sup>. Séduits, les parlementaires adoptent la loi sur la libération de l'Irak<sup>4</sup>. Afin de financer les services « gratuits » de l'INC, le Congrès débloque 2 millions de dollars pour les programmes de propagande via l'US Information Agency (USAID) et 97 millions de dollars pour la formation militaire et l'armement des rebelles.

Considérant que la guerre civile est un remède pire que le mal et qu'elle déstabiliserait toute la région, Bill Clinton n'utilisa jamais ces crédits sinon pour offrir des cours de droit international à 90 membres de l'INC. Cependant, il accorda, sur une autre ligne budgétaire, 12 millions de dollars d'aide humanitaire qui transitèrent par l'INC vers les populations irakiennes<sup>5</sup>.

Bien qu'ayant trouvé une majorité de circonstance au Congrès, la loi sur la libération de l'Irak fut durement critiquée par l'élite politique. Dans un article retentissant, les analystes de Foreign Affairs, la revue du très consensuel Conseil pour les relations étrangères (Council on Foreign Relations), qualifient les suggestions du PNAC de « *partisanes* » et le projet de renversement intérieur de Saddam Hussein de « *fantasme* »<sup>6</sup>. Les auteurs notent que l'aventure imaginée par le PNAC rappelle étrangement le projet d'armement de l'opposition cubaine pour renverser Fidel Castro qui se termina par le fiasco de la Baie des cochons.

Cette comparaison est lourde de sous-entendus. En effet, le lobbying public est doublé d'un volet secret. L'ancien directeur de la CIA, James Woolsey, est devenu le tireur de ficelles du Congrès national irakien. Il influe sur la composition des instances de l'INC, conseille ses dirigeants, trouve des « *sponsors* » pour les financer. Tandis que l'ancien patron des forces spéciales, le général à la retraite Wayne Downing, organise des « *stages* » pour les futurs combattants. Ces opérations mobilisent de nombreux agents britanniques du « *stay-behind* », le service secret de l'OTAN, au grand dam de la CIA pour qui ces opposants sont des aventuriers de salon et Ahmed Chalabi, un vulgaire escroc que Woolsey manipule depuis une décennie.

## Début 2001 : Une priorité dans le mandat de George W. Bush

Le 10 janvier 2001, soit une dizaine de jours avant sa prise de fonction à la Maison-Blanche, le nouveau président George W. Bush est reçu avec son équipe au Pentagone pour être informé des principaux dossiers par l'équipe sortante<sup>7</sup>. La réunion se tient à huis clos, dans une salle sécurisée, et dure une heure un quart. Délaissant les autres dossiers, George W. Bush concentre ses questions sur l'Irak, laissant clairement entendre que le renversement du régime à Bagdad serait une priorité de son mandat.

Les jours suivants, George W. Bush autorise officiellement l'INC à utiliser les zones « d'exclusion aérienne » comme bases arrières pour mener des actions commandos dans le reste du pays contre le régime<sup>8</sup>. Cette décision est présentée comme un « *renversement complet de la politique américaine* ». En effet, si les Anglo-Saxons ont démilitarisé le tiers Nord et le tiers Sud de l'Irak pour empêcher Saddam Hussein de réprimer sa propre population, ce n'était pas, en principe, pour y loger une armée prête à attaquer Bagdad. Surtout, cette décision manifeste la volonté de Washington de livrer une guerre en envoyant d'autres troupes que les siennes au combat. L'agence de presse UPI révèle que les « *petits gars* » du général Wayne

<sup>3</sup> Auditions d'Ahmed Chalabi, Richard Hass, Zalmay Khalilzad, et James Woolsey : Can Saddam Be Overthrown ? Senate Committee on Foreign Relations, Subcommittee on Near Eastern and South Asian Affairs, 105th Congress, 2d Session, 2 mars 1998.

<sup>4</sup> Iraq Liberation Act, S. 2525, 105th Congress, 2d Session, 29 septembre 1998.

<sup>5</sup> « *U.S. Gives Go-Ahead To Iraqi Opposition* » par John Lancaster, in *Washington Post* du 14 janvier 2001.

<sup>6</sup> « *The Rollback Fantasy* » par Daniel Byman, Kenneth Pollack et Gideon Rose, Foreign Affairs, janvier-février 1999.

<sup>7</sup> « *Pentagon Briefs Bush on Iraq* » par Eric Schmitt et James Dao, in *New York Times* du 10 janvier 2001.

<sup>8</sup> « *Iraqi Foes to Get Aid from U.S.* » par Alan Sipress, in *Washington Post* du 2 février 2001.

Downing<sup>9</sup> vont enfin pouvoir suivre un entraînement aux frais du contribuable états-unien, à College Station (Texas)<sup>10</sup>.

Dès lors, le dispositif est rapidement mis en place. D'un côté, affaiblir Bagdad au maximum, économiquement et médiatiquement : W. Bush ordonne à Richard Hass, directeur de la planification au département d'État, d'étudier comment renforcer l'embargo<sup>11</sup>. Tandis que des informations peu crédibles parvenaient à une presse crédule. Ainsi, à Londres, le *Sunday Telegraph* croyait pouvoir affirmer, sur la foi des dires d'un opposant, que Saddam Hussein détenait déjà deux bombes atomiques<sup>12</sup>. La Maison-Blanche elle-même lance des accusations, sans les étayer, selon lesquelles la Chine et la Yougoslavie faciliteraient les programmes d'armement irakiens. D'un autre côté, rendre Bagdad vulnérable militairement : George W. Bush ordonne la reprise des bombardements, après deux ans de paix<sup>13</sup>. Les forces anglo-américaines détruisent des sites de radars aux alentours immédiats de Bagdad de manière à faciliter les incursions de forces spéciales. La France et l'Égypte condamnent immédiatement cette initiative. Tandis que l'Arabie saoudite et le Koweït, que la presse accuse d'avoir fourni une aide logistique, démentent toute participation aux raids aériens.

Le 1er février, le Conseil national de sécurité examine le plan politico-militaire pour l'Irak d'après Saddam Hussein<sup>14</sup>.

L'attaque contre l'Irak ne répondant pas à des considérations locales, mais à une stratégie globale, sa planification n'a pas attendu que l'on imagine de prétexte particulier. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, George W. Bush a donné des instructions pour implanter des bases militaires US permettant l'encerclement de l'Irak et de l'Iran, tandis que l'état-major interarmes a organisé des simulations d'attaques de ces États.

Le vice-président Dick Cheney lui-même négocie au début 2001 l'implantation de bases militaires US au Kirghizstan, au Kazakhstan et en Ouzbékistan dans le cadre du développement des accords Central Asia Battalion (CENTRASBAT) de la Communauté économique d'Asie centrale<sup>15</sup>. Ceux-ci avaient initialement été conclus pour former des troupes spéciales locales aux États-Unis afin de réprimer les oppositions islamiques. L'existence de ces bases sera révélée après les attentats de septembre 2001 et sera présentée comme un appui pour l'attaque de l'Afghanistan. C'est à l'évidence faux puisque leur construction a commencé avant les attentats et qu'elle n'était pas suffisamment avancée pour tout usage opérationnel pendant la campagne d'Afghanistan.

## Fin 2001 : le terrorisme est là, il faut y aller

L'ordre de préparation de l'attaque contre l'Irak a été signé par le président George W. Bush, le 17 septembre 2001, soit six jours après les attentats de New York et Washington. Il a pris la simple forme d'une note de bas de page dans la directive présidentielle relative à l'attaque contre l'Afghanistan et à la guerre au terrorisme<sup>16</sup>. À ce moment-là, George W. Bush n'avait encore jamais évoqué, en sa qualité de président des États-Unis, l'éventualité d'un tel conflit, ni présenté aux citoyens états-uniens la moindre justification d'une telle action.

Le général Kenneth L. Privratsky, commandant le centre de gestion des transports militaires (Military Traffic Management Command - MTMC), a été chargé d'actualiser le volet logistique du plan d'opération 1003 (OPLAN-1003-98) et d'y inclure l'équipement des bases US en construction au Kirghizstan, au Kazakhstan et en Ouzbékistan, et le transport des troupes. Il a été calculé, qu'au plus fort de la guerre, l'approvisionnement des forces états-uniennes dans la région représenterait près de 60 000 tonnes de matériel par jour. Ces besoins étant impossible à satisfaire en temps réel (il faudrait disposer de 5 000 avions de transport Hercules C-130, alors que les États-Unis n'ont qu'une trentaine d'escadrons de

---

<sup>9</sup> Wayne Downing deviendra le patron de la lutte anti-terroriste après le 11 septembre 2001.

<sup>10</sup> *Iraqi Rebels to Get Special Weapons* par Eli J. Lake, UPI, 12 février 2001.

<sup>11</sup> « *Powell's Staff to Look at Iraq* », in *Washington Post* du 26 janvier 2001.

<sup>12</sup> « *Saddam Has Made Two Atomic Bombs* » par Jessica Berry, in *Sunday Telegraph* du 29 janvier 2001.

<sup>13</sup> « *Nouvelles opérations américano-britanniques en Irak* » par Patrice de Beer, in *Le Monde* du 19 février 2001.

<sup>14</sup> Cf. Mémoire à l'attention du secrétaire Paul O'Neill, 31 janvier 2001.

<sup>15</sup> Le 28 décembre 2001, la Communauté économique d'Asie centrale est devenue l'Organisation de coopération d'Asie centrale (Central Asian Cooperation Organization - CACO). Elle comprend désormais aussi le Tadjikistan et est actuellement présidée par l'Ouzbek Islam Karimov.

<sup>16</sup> « *U.S. Decision On Iraq Has Puzzling Past* » par Glenn Kessler, in *Washington Post* du 12 janvier 2003.

transport), le général Privratsky a reçu l'ordre de commencer à installer la logistique<sup>17</sup>. Sans requérir l'autorisation de ses alliés, le Pentagone a acquis des matériels et mis en place des transports maritimes depuis des ports allemands, néerlandais et russes (dans l'Arctique, la Mer Noire et à Vladivostok). Des ponts aériens ont été installés en utilisant les bases US du Bahrein, des Émirats arabes unis, d'Oman, d'Arabie saoudite et de Turquie. Seuls les Britanniques ont été consultés pour l'usage de la base US qu'ils abritent dans l'île de San Diego. Les transports terrestres étant difficiles à travers la Russie, le MTMC a été autorisé à financer la modernisation des chemins de fer du Sud de la Russie.

## 2002 : répétition générale

La préparation de l'attaque contre l'Irak a donné lieu aux plus importantes manœuvres militaires de l'Histoire : « *Défi du Millénaire 2002* » (Millennium Challenge 2002)<sup>18</sup>. Ce jeu de guerre mêlait des manœuvres réelles et des simulations en salle d'état-major réalisées grâce aux outils technologiques utilisés à Hollywood pour le film *Gladiator*. Du 24 juillet au 15 août 2002, 13 500 hommes, dont la XVIIIe division aéroportée du général Ann Dunwoody, ont été mobilisés. Les îles de San Nicola et San Clemente, au large de la Californie, et le désert du Nevada avaient été évacués pour servir de théâtre d'opérations. Cette débauche de moyens nécessita un budget de 235 millions de dollars.

De manière plus satisfaisante, l'efficacité du quartier général mobile du Commandement central (CENTCOM) a été testée lors des manœuvres « *Regard intérieur* » (Internal Look) qui se sont déroulées du 9 au 17 décembre 2002 dans plusieurs États du Golfe arabo-persique. Ce centre de commandement tactique (Tactical Operation Center - TOC) est constitué de containers transportables par avion. Il a été fabriqué par Raytheon à l'usine de Saint-Pétersbourg en Floride. En fait, la livraison de ce matériel a été gravement retardée par des problèmes de conception électronique, les manœuvres ont été repoussées de deux mois, ainsi que la guerre par la même occasion. Les modules, qui abritent des salles bourrées d'informatique, ont été finalement assemblés sur la base d'Al Sayliyah, au Qatar, en trois semaines. Le système est connecté par satellite au Commandement central, situé sur la base de MacDill à Tampa, en Floride. Il permet non seulement de gérer l'ensemble des forces présentes sur le théâtre d'opérations, mais aussi de tenir des vidéoconférences sécurisées entre les différents quartiers généraux.

## 2003 : neutralisation de l'ONU et de l'opinion mondiale

Pendant que le dispositif militaire se déploie inexorablement, une mise en scène médiatique et diplomatique construit méticuleusement le casus belli : la propagande états-unienne discrédite l'action des inspecteurs en désarmement de l'ONU, puis invente une prétendue menace. Des responsables du Pentagone viennent expliquer à huis clos devant la majorité des sénateurs que Saddam Hussein dispose de drones capables de frapper la côte Est des États-Unis avec des armes biologiques ou chimiques. Le département de Sécurité de la patrie alerte la population et enjoint chaque famille à se préparer à la guerre en faisant des provisions et en s'équipant du matériel adéquat<sup>19</sup>. L'administration Sharon distribue des masques à gaz et un kit de survie à la population israélienne. Et Tony Blair affirme que l'arsenal irakien peut être opérationnel en 45 minutes.

Pour neutraliser l'ONU, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie n'hésitent pas à recourir à toutes les formes d'actions déloyales. Ils placent notamment sur écoute le secrétaire général de l'ONU, ses inspecteurs en désarmement, et diverses délégations diplomatiques au Conseil de sécurité<sup>20</sup>. Le secrétaire d'État, Colin L. Powell, se fend d'un long discours au Conseil de sécurité dans lequel il égrène avec aplomb des mensonges éhontés<sup>21</sup>.

En outre, comme si les crimes de Saddam Hussein ne suffisaient pas, la propagande transforme le despote de Bagdad en un nouvel Hitler<sup>22</sup>. On le rend seul responsable de la guerre contre l'Iran, qu'il livra pourtant pour le compte des États-Unis contre la révolution khomeyniste, et de la guerre contre le Koweït, que Washington l'encouragea à annexer. On lui attribue toutes sortes de crimes, y compris celui de génocide.

---

<sup>17</sup> Le général Privratsky a pris sa retraite le 17 octobre 2002. Il a été remplacé par le brigadier général Ann Dunwoody, qui commandait jusqu'à cette date la XVIIIe division aéroportée de Fort Bragg.

<sup>18</sup> Cf. *La grande simulation de la guerre en Irak, Apocalypse Tomorrow* par Tom Saint-Pierre, in [reseauvoltaire.net](http://reseauvoltaire.net) du 26 septembre 2002.

<sup>19</sup> Lire *Opérations psychologiques : conditionnement des familles états-uniennes* par Jack Naffair, [reseauvoltaire.net](http://reseauvoltaire.net), 19 février 2003.

<sup>20</sup> Cf. *Washington et Londres placent l'ONU sur écoute* par Thom Saint-Pierre, [reseauvoltaire.net](http://reseauvoltaire.net), 4 mars 2003.

<sup>21</sup> Cf. Discours intégral de Colin L. Powell sur la menace irakienne au Conseil de sécurité, 5 février 2003.

<sup>22</sup> Cf. Huit légendes médiatiques sur l'Irak par Jack Naffair, [reseauvoltaire.net](http://reseauvoltaire.net) du 13 mars 2003.

On présente le drame d'Halabja, imputable à un déplacement des gaz de combat pendant une bataille militaire, en un massacre délibéré de civils kurdes<sup>23</sup>.

En définitive, le président George W. Bush annonce, le 19 mars 2003 que la guerre est commencée : « *Les forces des États-Unis et de la Coalition se trouvent dans la première phase d'opérations militaires destinées à désarmer l'Irak, à libérer son peuple et à défendre le monde contre un grand danger* »<sup>24</sup>. En réalité, il n'y a aucune arme de destruction massive à saisir en Irak, renverser un tyran pour coloniser un pays n'est pas une libération, et le monde n'encourait aucun danger. L'opération avait été décidée cinq ans plus tôt et patiemment mise en œuvre.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.

---

<sup>23</sup> Lire : *Crime de guerre ou acte de guerre ?*, résumé d'une tribune de Stephen C. Pelletiere, in *Tribunes libres internationales*, reseautoltaire.net du 31 janvier 2003. Et *Blanchiment d'information : l'info qui ne gêne pas Libé* par Jack Naffair, reseautoltaire.net, 17 février 2003.

<sup>24</sup> Cf. Allocution du président George W. Bush, 19 mars 2003.